

du Sud, reçoivent partout le plus bienveillant accueil et leur mission promet d'être couronnée d'un grand succès. On leur a donné un dîner public à Georgetown auquel assistaient Son Excellence le Gouverneur Hincks et plusieurs membres de la législature de la Guiane anglaise. Le président du dîner était un homme qui réside dans cette colonie depuis au delà de cinquante ans, et que tous ses compatriotes entourent du plus profond respect.

Dans un discours qu'il y a prononcé, le gouverneur y a hautement approuvé l'objet que la commission avait en vue et a exprimé l'espoir que des relations commerciales, très-étendues, ne sauraient beaucoup tarder à s'établir entre les provinces britanniques et la Guiane anglaise.

Ceux de nos voisins qui étaient les plus opposées à la continuation du traité de réciprocité sont les premiers à s'apercevoir aujourd'hui des désastreuses conséquences qui résultent de son abrogation pour leur commerce. Le comité des voies et moyens s'efforce de renouer les négociations que ses exigences ont interrompues, et il vient de soumettre au congrès un projet de traité basé sur des concessions mutuelles qui paraissent plus libérales que celles qui ont été proposées aux délégués des provinces britanniques. La presse elle-même demande à grands cris le renouvellement d'un traité dont elle ne voulait pas entendre parler, il y a quelque temps. Un journal va même jusqu'à signaler avec terreur les embarras inextricables dans lesquels l'Union Américaine va se trouver plongée par suite de la brusque interruption des négociations et appelle de tous ses vœux la reprise immédiate de ces négociations.

Le parlement anglais a commencé sa session le 6 février. La question qui a mérité le pas sur toutes les autres, dans la discussion, a été celle de la maladie des bêtes à cornes. A ce propos, voici les réflexions si pleines de justice que fait un de nos confrères de Montréal, la *Minerve*. Après avoir énuméré les différentes mesures qui doivent occuper le parlement pendant la présente session, elle ajoute :

"Mais, pour les anglais, il y a une question qui prime toutes les autres : c'est celle de l'épizootie, dont souffre si cruellement l'agriculture anglaise, et qui menace de laisser des traces irréparables, du moins pour longtemps, dans la richesse de la classe agricole de ce pays.

"On dit que l'Angleterre est le pays manufacturier par excellence, et on appelle les anglais une nation de marchands. Ne pourrait-on pas dire avec autant de vérité que c'est une nation de cultivateurs ? Tout le monde ne peut pas être agriculteur de fait, parce que le territoire n'est pas assez étendu. Mais tout le monde l'est par goût. C'est vers l'agriculture que se tournent toutes les aspirations, tous les désirs. L'ambition des fabricants, c'est de posséder une terre et une exploitation modèle. Et celui qui peut arriver à la réalisation de ces projets se considère comme le plus heureux et le plus glorieux de ses compatriotes.....

"L'Angleterre a compris que l'agriculture pouvait seul faire son salut, et les hommes d'état de ce pays ont pris soin de l'entourer de toutes les précautions qui pouvaient la préserver de toutes les attaques du dehors ; ils se sont efforcés d'augmenter sans cesse son influence dans toutes les parties du régime politique et social. Dans la législation comme dans la politique, ce sont les intérêts de l'agriculture qui ont la priorité.....

"En vertu de ce principe, tout ce qui paraît attaquer l'agriculture, diminuer ses moyens d'exploitation, tarir la source de ses profits, met toute l'Angleterre en émoi. On sent que tout le monde en souffrira, et tout est mis en œuvre pour éloigner cette calamité...

"Ce sens pratique qui règne dans toutes les délibérations des assemblées anglaises, devrait un peu être imité dans les autres pays. Il y a là d'utiles et solides exemples à prendre.....

"C'est à l'époque actuelle surtout que le Canada devrait s'inspirer de pareils exemples. C'est quand nous nous disposons à jeter sur cette partie du continent les bases d'un nouvel empire que nous devrions entourer son berceau de toutes les garanties de stabilité que peut nous suggérer l'expérience des autres peuples.

"Cette expérience se résume dans une seule idée : rattacher au sol, à l'agriculture, les idées, les lois et les institutions.

"Sans les institutions, les lois ne servent à rien et la politique n'est qu'un jeu de bascule. Pour construire une édifice solide, il faut que la base soit sans reproche ; vouloir qu'une société soit conservatrice seulement parce que les lois et la politique sont monarchiques, c'est vouloir élever une pyramide sur la pointe."

Nous félicitons la *Minerve* de l'heureuse inspiration qui a donné naissance à son excellent article et nous croyons qu'elle a plus mérité de son pas par ce seul écrit, que par plusieurs autres, non moins bien dictés, mais qui ne traitaient que des questions secondaires. Nous voudrions que tous nos confrères fissent de temps à autre, trêve avec la politique et les affaires commerciales et quelques-uns avec les personnalités pour s'occuper des intérêts de l'agriculture.

En Italie, le 29 janvier, on a distribué à la chambre des députés le projet de loi pour la spoliation et la suppression des communautés religieuses. Un sénateur, M. Tecco, après avoir pris connaissance des discours de l'empereur Napoléon, à l'ouverture du sénat français, a interpellé le premier ministre, le général la Marmora et lui a demandé comment les aspirations nationales pourraient s'accomplir en présence des déclarations qui venaient de la France ? Le chef du cabinet n'a su répondre que par des paroles évasives. Et il a essayé de se tirer d'embarras en disant : "La France a sa manière d'interpréter la convention du 15 septembre, et l'Italie garde la sienne."

Voilà autant d'indices de ce que l'on doit attendre du royaume Italien.